

## Communiqués



Communiqués

### **FRAPPES CONTRE L'IRAN : EMPÊCHER L'ESCALADE ET OUVRIR UNE PERSPECTIVE POLITIQUE POUR LE PEUPLE IRANIEN**

**Le Parti socialiste exprime sa profonde inquiétude**

**Mais la guerre ne peut constituer une réponse politique à l'aspiration légitime du peuple iranien à la liberté.**

**Le Parti socialiste réaffirme son soutien au peuple iranien**

**Le Parti socialiste rappelle**

**Le Parti socialiste appelle les autorités iraniennes à mettre fin immédiatement aux violences exercées contre leur population et à libérer les prisonniers**

**La France et l'Union européenne doivent prendre toute leur part pour rouvrir un chemin politique et diplomatique. Face au risque d'un conflit généralisé, la responsabilité des démocraties est aujourd'hui d'empêcher l'escalade et de faire prévaloir une issue politique permettant au peuple iranien de décider librement de son avenir.**

### **ACCORD UE-MERCOSUR : UN PASSAGE EN FORCE INACCEPTABLE CONTRE LES AGRICULTEURS ET CONTRE LA DÉMOCRATIE EUROPÉENNE**

Ursula von der Leyen, a annoncé l'application anticipée de l'accord commercial entre l'Union européenne et les pays du Mercosur.

Cette décision constitue un nouveau camouflet pour les agriculteurs européens, pour la France, et pour la démocratie européenne elle-même.

En choisissant d'engager une application provisoire de cet accord sans attendre l'avis de la Cour de justice de l'Union européenne ni le vote complet des représentants des peuples européens, la Commission européenne fait le choix du passage en force.

Cette méthode est une faute politique.

L'Europe que nous défendons est une Europe qui protège autant qu'elle échange.

Le Parti socialiste demande :

la suspension immédiate de toute application provisoire de l'accord ;

le respect du rôle du Parlement européen et des parlements nationaux ;

l'attente de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne ;

la renégociation de garanties contraignantes assurant une réelle équité commerciale, notamment par des clauses miroirs effective.

**Protéger notre agriculture et respecter la démocratie européenne ne sont pas des obstacles au projet européen : ce sont ses conditions de survie.**